

Renault veut une
« performance durable »,
mais pas d'augmentation
de salaire durable !

l'étincelle

Répression à Bursa :
Sur les murs des usines
Renault, j'écris ton
nom : liberté syndicale

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 20 décembre 2016

Alep sacrifiée sur l'autel des puissants

Dans un froid glacial et taraudés par la faim, plus de 40 000 civils d'Alep-Est, pris au piège, attendaient encore ce week-end la reprise des évacuations, suspendues vendredi dernier par Bachar-el-Assad. Submergés par la puissance de feu de leurs adversaires, brisés par cinq ans de guerre ininterrompue, les quartiers d'Alep sont tombés un à un. Missiles, barils bourrés de TNT et de ferrailles, hôpitaux rayés de la carte par l'aviation russe : des milliers de personnes ont péri dans un déluge de feu quotidien.

Poissé de sang et de poussière, cela fait cinq ans que le massacre d'un peuple s'étale au grand jour, sur tous les réseaux télévisés, sur internet. Il n'y a que les ruines pour dérober à nos yeux les cadavres, tout comme la comédie des puissants qui tentent de dissimuler leur responsabilité dans ce massacre. Quitte pour cela à jouer les pseudo-humanitaires, France en tête, en se congratulant de faire voter une résolution à l'ONU visant à envoyer sur place... de simples « observateurs » !

Plutôt une hécatombe, que perdre la main

Carrefour stratégique d'une région bondée de pétrole, la Syrie garantit aux grandes puissances la main mise sur la région, mais à condition qu'un régime de fer joue le rôle de flic contre son peuple et dans les alentours. Tâche dont s'est chargé le règne d'Assad – père et fils, aussi sanguinaires l'un que l'autre – ce qui aura permis au fils d'être invité d'honneur à l'Elysée en 2008, 2009 et 2010.

La politique des dirigeants impérialistes dans ce conflit, loin des prétentions humanitaires, a été de maintenir une sorte de statu quo, en se démarquant d'Assad sans véritablement l'entraver, en appuyant quelques groupes de l'opposition de leur choix pour préparer un éventuel changement de dirigeants. Pour que surtout rien ne change... Les grandes puissances veulent juste un gendarme qui maintienne l'ordre social, peu importe qui, peu importe comment.

L'hypocrisie pour programme

Notre bon gouvernement socialiste, et son grand frère Obama, qui s'indignent aujourd'hui, sont responsables du massacre d'un peuple qui dure depuis cinq ans. Peuple auquel ils ont choisi de ne

proposer qu'une alternative : le cimetière de la Méditerranée pour les réfugiés ou les ruines d'Alep pour les rescapés les plus démunis.

Une hypocrisie sans nom quand on voit que l'armée française participe à la bataille de Mossoul, en Irak, au même moment. Une bataille qui prétend vaincre l'Etat islamique, mais qui n'engendre pas moins d'atrocités pour les civils qu'à Alep. Sans parler des bombardements de civils au Yémen, auxquels la France participe « très discrètement » comme le révélait un haut gradé de l'armée française en mai dernier au journal *Le Figaro*.

Sous prétexte de combattre le terrorisme ? Lors des printemps arabes de 2011, les dirigeants occidentaux ont armé, par l'entremise de leurs alliés régionaux, des milices islamistes qui espéraient se tailler un fief en Syrie. S'appuyer sur eux, c'était aussi à leurs yeux une protection contre les soulèvements populaires en Syrie et dans la région.

La politique de la terre brûlée

L'horreur d'aujourd'hui est l'aboutissement d'une politique meurtrière des grandes puissances, que ce soit directement par leurs interventions militaires, ou par leur soutien à des dictateurs alliés. Elles se sont bien gardées, en 2011, lors de la vague révolutionnaire contre les régimes despotes, de venir en aide aux insurgés, pourtant en butte à un régime usant d'armes lourdes et de troupes de chocs pour assassiner, enlever, emprisonner. Leur souci a toujours été d'étouffer la contestation populaire.

Leur indignation de circonstance, aujourd'hui, est une insulte. Si, ici même, notre émotion et le sentiment d'impuissance sont grands, ce n'est pas aux côtés de ceux qui ont armé et aidé les massacreurs que nous voulons exprimer notre indignation, mais contre eux.

Langue de bois

Pour la presse économique, c'est clair : « *Renault demande davantage de flexibilité à ses salariés* » (La Tribune), « *Le projet de Renault pour gagner en compétitivité* » (Les Echos)... Mais la direction de Renault préfère parler de « *Contrat d'activité pour une performance durable* » ou d'« *Accord pluri-annuel* » plutôt que d'accord compétitivité. Plus c'est enrobé, plus ça cache quelque chose.

Décryptage

Quand la direction parle dans le nouvel accord compétitivité de « *reconnaissance de la performance des salariés* », il faut comprendre suppression des AGS (Augmentation Générale des Salaires). Quand elle annonce 3600 embauches, comprenez baisse des effectifs (Renault veut passer de 64 à 90 véhicules produits par salarié/an, à volume de production égale). Quand elle dit « *régulation de l'activité* », cela signifie samedis obligatoires et overtime (1h de plus par jour selon les besoins).

« *C'est la première fois que je négocie un accord en période favorable pour l'entreprise et que l'on ressort sans acquis social nouveau* », aurait dit à la presse un syndicaliste participant aux négociations. Cela l'empêchera-t-il de signer l'accord ?

L'embrouille

Renault promet d'embaucher 3600 personnes de 2017 à 2019 au lieu de 3000. Mais la direction a aussi indiqué qu'une partie des embauches promises en 2016 serait réalisée en 2017. Et voilà d'où viennent les 600 embauches de plus pour 2017 !

Gascon persiste et signe

La semaine dernière, Gaspar Gascon a assumé ses propos sur l'Ingénierie devant les membres du Comité d'Etablissement de Guyancourt. Lors d'une réunion sur l'accord compétitivité, il avait traité de « *ringards* » les techniciens et ingénieurs qui « *n'ont plus les compétences* » et « *bloquent le système* ». Quant à celui qui passe un jalon sans en réunir les conditions, « *je le vire* » avait-il déclaré. Il assume. Gascon a aussi confirmé que les mesures de flexibilité de l'accord compétitivité ne concernent pas que les usines. Le directeur de l'Ingénierie prévoit une augmentation de charge de 20 %, mais pas 20 % d'effectif en plus. La compétitivité et la flexibilité, c'est aussi pour l'ingénierie !

Le management par la terreur

L'entretien préalable à licenciement à l'issue duquel un cadre du TCR est décédé le 25 novembre faisait suite à un rappel de véhicules. Ce genre de rappel (OTS) se multiplie : pas étonnant, vu la pression sur les délais et les coûts. Et à chaque fois la direction va chercher un bouc émissaire ? Bonjour l'ambiance...

Le mercenaire

Moinard, le directeur du CRP, part pour Douai. Personne ne regrettera ses méthodes militaires, son obsession des délais (au détriment de la sécurité et de la qualité), son mépris pour les salariés, son anti-syndicalisme... Après Sandouville et le CRP, Ghosn a dû le charger d'appliquer à Douai la cure de compétitivité prévue dans le nouvel accord. Aux collègues de Douai de lui faire l'accueil qu'il mérite.

Le diable est dans les détails

La direction se félicite des bons résultats de la dernière enquête Hay. Il n'y a pas de quoi : 51 % des salariés sondés estiment que l'organisation du travail ne permet pas un « *travail de qualité* », 41 % ne comprennent pas comment leur « *performance* » est évaluée... Et le détail par pays et par site n'est pas fourni : les résultats du TCR sont donc si mauvais ?!

Des cadres se rebiffent

La suppression du Compte Epargne Formation (CEF) en 2013 avait entraîné une réduction du temps de travail des APR et des ETAM de 7 mn/jour. Mais rien pour les cadres au forfait jour. Des cadres du TCR et de Lardy ont porté plainte aux Prud'hommes contre Renault afin de se faire restituer 4 jours/an. Ce n'est pas parce qu'on est cadre qu'on doit tout accepter !

Renault Bursa : la lutte continue

Des travailleurs licenciés de Renault Bursa en Turquie étaient au Technocentre la semaine dernière. Suite à une grève sur les salaires de 13 jours en mai 2015, 4500 salariés (sur 6000) de Bursa avaient quitté le syndicat unique et pro-patronal pour en créer un autre. La direction de Renault leur avait promis des élections syndicales en février 2016. Mais le jour dit, elle a fermé l'usine, annulé les élections et licencié 10 représentants du nouveau syndicat. 500 grévistes au total seront licenciés. Leur lutte continue : pour la liberté syndicale, pour de meilleurs salaires et conditions de travail !

Une répression bien de chez nous

A Renault Bursa, la répression a été gérée au plus haut niveau. Le directeur de la Fabrication et membre du comité exécutif de Renault, Jose-Vincente de Los Mozos, a passé une semaine à Bursa début mars 2015 pour piloter les licenciements. Quant au DRH de Bursa, Tristan Lormeau, il est aujourd'hui DRH Groupe. Renault s'est pourtant engagé à respecter la liberté syndicale dans un « *Accord Cadre Mondial de responsabilité sociale* ». Un bout de papier !

Sauvetage ou braquage ?

A peine arrivé à la tête de Mitsubishi, Ghosn a multiplié la rémunération des membres du conseil d'administration par trois. Histoire de les motiver pour imposer aux salariés un « *vaste plan de restructuration* »... et de se servir au passage.